

Convention collective régionale

IDCC : 528. – **INDUSTRIES DE LA TEINTURERIE, NETTOYAGE
ET DE LA BLANCHISSERIE
DU NORD ET DU PAS-DE-CALAIS
(25 février 1955)**

(Etendue par arrêté du 23 avril 1971,
Journal officiel du 30 mai 1971)

■ *Journal officiel* du 29 décembre 2006

**Arrêté du 14 décembre 2006 portant extension d'un avenant à la
convention collective de la teinturerie-nettoyage et de la blan-
chisserie du Nord et du Pas-de-Calais (n° 528)**

NOR : SOCT0612520A

Le ministre de l'emploi, de la cohésion sociale et du logement,

Vu les articles L. 133-1 et suivants du code du travail ;

Vu les arrêtés du 23 avril 1971 et les arrêtés successifs, notamment l'arrêté du 20 juillet 2006, portant extension de la convention collective de la teinturerie-nettoyage et de la blanchisserie du Nord et du Pas-de-Calais du 25 février 1955 et des textes la complétant ou la modifiant ;

Vu l'avenant n° 9 du 16 novembre 2005 relatif aux rémunérations minimales conventionnelles à la convention collective susvisée ;

Vu l'avenant n° 16 du 16 novembre 2005 relatif aux classifications à la convention collective susvisée ;

Vu la demande d'extension présentée par les organisations signataires ;

Vu l'avis publié au *Journal officiel* du 18 octobre 2006 ;

Vu les avis recueillis au cours de l'enquête ;

Vu l'avis motivé de la Commission nationale de la négociation collective (sous-commission des conventions et accords), rendu lors de la séance du 28 novembre 2006,

Arrête :

Article 2

Sont rendues obligatoires, pour tous les employeurs et tous les salariés compris dans le champ d'application de la convention collective de la teinturerie-nettoyage et de la blanchisserie du Nord et du Pas-de-Calais du 25 février 1955, les dispositions :

- de l'avenant n° 9 du 16 novembre 2005, relatif aux rémunérations minimales conventionnelles, à la convention collective susvisée.

L'article 1^{er} est étendu sous réserve des dispositions réglementaires portant fixation du salaire minimum interprofessionnel de croissance ;

- de l'avenant n° 16 du 16 novembre 2005, relatif aux classifications, à la convention collective susvisée.

Article 2

L'extension des effets et sanctions des avenants susvisés est faite à dater de la publication du présent arrêté pour la durée restant à courir et aux conditions prévues par lesdits avenants.

Article 3

Le directeur général du travail est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 14 décembre 2006.

Pour le ministre et par délégation :

*La sous-directrice des relations individuelles
et collectives du travail,*

E. FRICHET-THIRION

Nota. – Les textes des avenants susvisés ont été publiés au *Bulletin officiel* du ministère, fascicule conventions collectives n° 2006/7, disponible à la Direction des Journaux officiels, 26, rue Desaix, 75727 Paris Cedex 15, au prix de 7,61 €.